

Abo **Conseil communal de Lausanne**

Les «cols blancs» dominant de plus en plus

Une étude démontre que la part des universitaires augmente implacablement au sein du corps délibérant. Les partis réagissent.

Lise Bourgeois
Publié aujourd'hui à 07h55

0 commentaire



Le Conseil communal de Lausanne (ici en mai 2020) comprend à chaque législature plus d'universitaires dans ses rangs.
Jean-Bernard Sieber/ARC/A

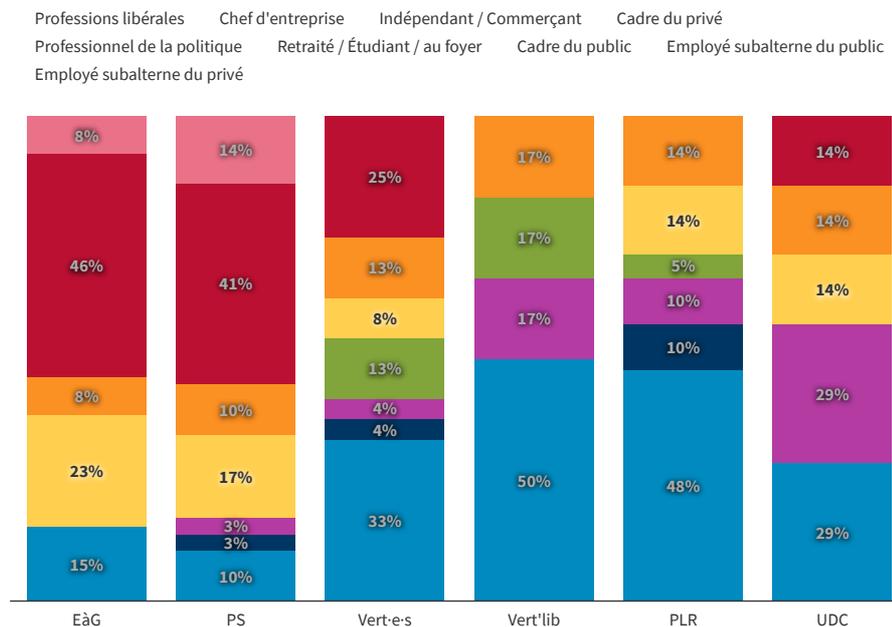
Le popiste Johan Pain a raté sa réélection au Conseil communal de Lausanne. «J'ai trois tares, analyse-t-il avec un brin de malice: je ne suis pas une femme, je suis âgé et je ne suis pas universitaire.» Employé des TL à la retraite, Johan Pain représente une catégorie de conseillers qui commence à se faire rare.

Après les communales de mars, la proportion des élus de formation universi-

taire a crû de manière importante. La tendance s'accroît de législature en législature, au risque de voir ce corps délibérant se couper d'une partie de la population.

Le constat émane du politologue de l'Université de Lausanne Roberto Di Capua, qui a analysé le profil socio-professionnel des 396 candidat(e)s au Conseil communal, puis des 100 élus. Parallèlement, le scientifique est l'auteur d'une étude sur le recrutement des élus locaux à Lausanne et Zurich, de 1946 à 2016. Il discerne une évolution constante vers l'apparition d'une «petite bourgeoisie intellectuelle» de plus en plus forte dans ces parlements de villes universitaires.

Les élus lausannois de 2021 par catégorie professionnelle et par liste politique



Graphique: O.Haenni • Source: Institut d'études politiques, Université de Lausanne, Dr Roberto Di Capua • [Récupérer les données](#)

«Une forme de déconnexion»

Une telle progression représente-t-elle un danger? «Le risque est qu'on arrive à une forme de déconnexion entre les politiques menées par les élus et les problèmes quotidiens d'une partie de la population», évalue Roberto Di Capua.

À l'origine de cette nouvelle «élite politique des cols blancs»: une sélection sociale opérant dès la composition des listes. Sans intention d'exclure les candidats non-universitaires toutefois: «Une explication plausible est l'émulation des élus qui recrutent les candidats autour d'eux, dans leur cercle social.»

Curieusement, le phénomène s'accroît après que les gens ont voté. Si les partis essaient de ne pas négliger ces questions de représentativité, les électeurs se chargent de donner l'avantage aux candidats les mieux capés:

«Même lorsqu'il y a une certaine proportion d'ouvriers ou d'employés salariés qui occupent une fonction subalterne parmi les candidats, elle disparaît après l'élection», poursuit le politologue. Cela indiquerait que l'électorat ressemble davantage aux candidats les plus diplômés qu'aux autres.

Nouvelle quête?

Après le résultat historique du 7 mars, où le Conseil communal a atteint une majorité de femmes ☒, faut-il désormais engager une nouvelle quête égalitaire en faveur des non universitaires? Tous les groupes du Conseil sont concernés. Au POP, Anaïs Timofte, nouvelle élue et présidente du parti cantonal, admet que cette académisation n'est «pas une bonne chose».

Ayant elle-même travaillé sur le sujet, elle pointe notamment les facilités d'élocution des universitaires qui peuvent séduire l'électorat. Le pendant de ce phénomène est une réticence des non académiques à s'engager qui s'imaginent ne pas avoir assez de compétences: «Au POP vaudois, nous encourageons et favorisons les candidatures de ceux qui n'ont pas un profil universitaire.»

Le PLR a une forte proportion de gens formés en haute école. Pour le président de la section lausannoise, Philippe Miauton, plutôt que la formation des candidats, c'est la diversité des domaines représentés qui fonde le principal critère de choix pour figurer sur les listes: «Ce n'est pas l'aspect universitaire qui compte, mais les domaines d'activité, les corps de métier. Cela dit, on arrive à une diversité ou on n'y arrive pas: nous sommes aussi tributaires de ceux qui ont envie de s'engager. On ne peut pas lancer des appels avec des quotas par métier ou niveau de formation.»

«Ce n'est pas l'aspect universitaire qui compte, mais les domaines d'activité, les corps de métier.»

Philippe Miauton, président du PLR Lausanne

Son homologue socialiste, Denis Corboz, juge lui aussi que les critères de choix pour figurer sur une liste ne peuvent pas être figés, hormis peut-être pour la parité hommes-femmes: «Nous cherchons à avoir des universitaires, mais aussi des gens comme un concierge ou des employés qui n'ont pas une formation issue du tertiaire. L'important est d'avoir une diversité et ça, j'y tiens mordicus.»

«Un problème fondamental»

Enfin, les Verts, qui sont particulièrement concernés par l'académisation à Lausanne, reconnaissent pleinement le phénomène. Vice-présidente de la section lausannoise et nouvelle élue, Feryel Kilani, elle-même avocate, le dit tout de go: «C'est un problème fondamental et nous en sommes très conscients. Pour qu'une démocratie fonctionne, il faut un partage des pouvoirs. Dans notre programme, nous proposons d'ailleurs des mesures concrètes pour l'encourager comme l'intensification de l'éducation civique, les réunions citoyennes autour des thèmes politiques ou encore les démarches participatives qui font partie de l'ADN des Verts. Mais c'est un travail de fond qui ne doit pas se concentrer seulement au moment des élections.»

Le système de milice s'étiole

^ Afficher moins

Dans son analyse des parlements lausannois et zurichoïses de 1946 à 2016, le politologue Roberto Di Capua confronte l'évolution élitaire des deux conseils communaux avec l'idéal rousseauiste du système de milice qui «devrait permettre un gouvernement pour le peuple et par le peuple». Identifiée par l'auteur, la «sélectivité sociale» des élus et candidats restreint la variété des métiers dans les hémicycles.

À droite, les partis bourgeois ont traditionnellement recruté des personnes issues des professions libérales. Mais la gauche rassemble désormais beaucoup d'intellectuels et de gens occupant des postes élevés. On peut imaginer, poursuit-il, qu'un jeune électricien lausannois ou zurichoïse «a bien plus de chances d'être recruté à ses 18 ans comme soldat au sein de la «milice militaire» que sur une liste pour le Conseil communal». Ce ne serait donc pas la professionnalisation du travail des élus qui étiole le système de milice, mais l'homogénéité sociale croissante des parlements.

Publié aujourd'hui à 07h55

Vous avez trouvé une erreur? [Rapporter maintenant.](#)

THÈMES